

## Burundi : situation confuse autour de la reprise des pourparlers

RFI, 26-04-2016 Un an après le début de la crise, le Burundi vers une reprise du dialogue? Le facilitateur dans la crise burundaise, l'ancien président tanzanien Benjamin Mkapa (photo à gauche), s'apprête à relancer le dialogue pour tenter de mettre fin aux violences. Il vient de donner rendez-vous aux protagonistes du conflit burundais en début de semaine prochaine, deux mois après sa nomination le 2 mars pour prêter main-forte au médiateur ougandais, le président Yoweri Museveni (photo, à droite), alors que ce processus était en panne.

Mais beaucoup de zones d'ombre demeurent, alors que cela fait un an aujourd'hui que le Burundi est plongé dans une profonde crise politique depuis l'annonce par le président Pierre Nkurunziza de se représenter à un 3e mandat. L'ancien président tanzanien annonce la reprise du dialogue interburundais en panne depuis des mois du 2 au 6 mai à Arusha dans le nord de la Tanzanie, une ville qui a abrité les négociations qui ont abouti en 2000 à un accord de paix qui a mis fin à la guerre civile au Burundi. Jusqu'ici, la reprise des pourparlers de paix s'est heurté au refus du gouvernement burundais de s'asseoir à la même table que le Cnared, qui regroupe la quasi-totalité des partis d'opposition, de discuter du 3e mandat du président Pierre Nkurunziza ou encore, d'aller négocier dans la ville-symbole d'Arusha. Que va-t-il se passer cette fois ? La présidence burundaise assure qu'il y a deux jours ne pas être au courant de cette relance, alors que l'opposition regroupée au sein du Cnared exige d'être invitée sous ce label. Pour le moment, à la situation est encore confuse. Reconnaît une source proche de la médiation. Les invitations commencent à peine à être envoyées. L'agenda de ces cinq jours de discussion n'est pas connue : cette source reconnaît que « le défi est immense sur le plan de l'organisation ». Le facilitateur tanzanien a donc prêté, il espère que « toutes les parties prenantes » seront présentes cette session, qu'il qualifie lui-même d'« inaugurale ». Mais les nouvelles rébellions burundaises seraient pas invitées selon un diplomate onusien, qui estime que « le chemin est encore long avant un accord de sortie de crise », alors que le Burundi vient d'entrer dans sa deuxième année de turbulences politico-sécuritaires. Une année de crise Il y a un an aujourd'hui, le Burundi plongeait dans une violente crise politique. Le 26 avril 2015, Elvis, 25 ans, et Jean, 18 ans, sont les deux premiers manifestants tués par balle. La veille, le CNDD-FDD vient d'officialiser la candidature du président Pierre Nkurunziza pour un troisième mandat, en dépit de l'accord d'Arusha et de la pression nationale et internationale. Ces deux victimes marquent le début la répression sanglante des manifestants, rapidement qualifiés d'« insurgés » par le pouvoir. Une seconde phase commence le 13 mai avec la tentative de putsch menée par plusieurs généraux. Suite à cet échec, les manifestations faiblissent et la répression se durcit. Journalistes et opposants sont de plus en plus nombreux à devoir s'exiler. Après la réélection du président, une nouvelle phase commence en 2015 : l'assassinat du général Nshimirimana, considéré comme le numéro 2 du régime, marque le début d'une série d'assassinats ciblés. Les attaques à la grenade se multiplient et, en réponse, la traque aux opposants s'intensifie instaurant un climat de terreur dans les quartiers contestataires. Autre date clef, le 11 décembre et l'attaque simultanée de plusieurs camps militaires, suivie d'une répression violente qui fait au minimum 79 victimes. Après ce pic, la tension se fait moins spectaculaire : les disparitions sont de plus en plus nombreuses alors que moins et ONG évoquent l'existence de fosses communes. De leur côté deux groupes rebelles armés se structurent et s'organisent : Fore RED-Tabara. Après une période de calme apparent, les assassinats ciblés reprennent au printemps 2016 avec la mort du lieutenant-colonel Darius Ikurakure ou encore lundi 25 avril, celle du général Kararuzza. Un signe que la peur règne dans les deux camps.